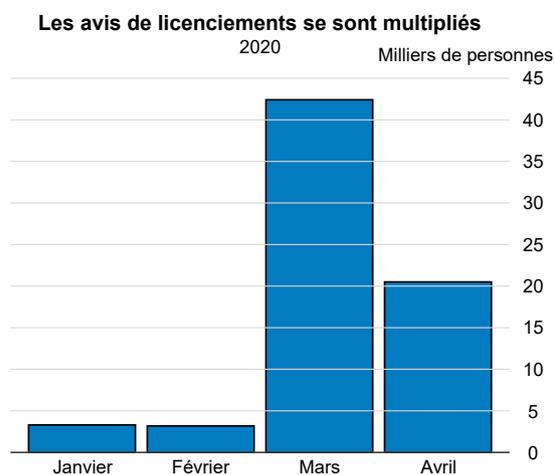
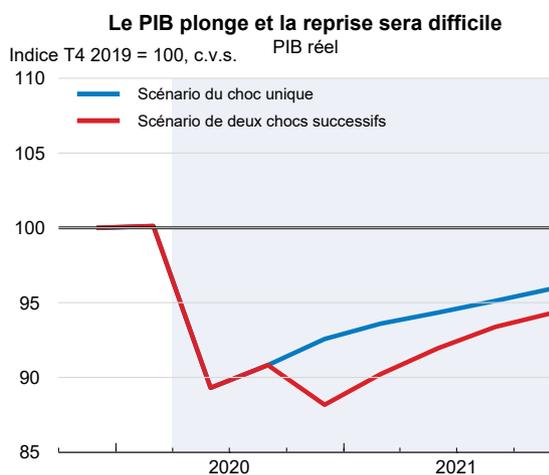


## Suède

La pandémie de COVID-19 a provoqué une grave récession. Le PIB devrait diminuer de 7.8 % en 2020 si une deuxième vague d'infections se produit vers la fin de l'année, et de 6.7 % si la pandémie s'atténue au contraire d'ici à l'été. Les mesures d'endiguement adoptées ont été moins strictes que dans la plupart des autres pays de l'OCDE, mais la consommation privée a nettement reculé et ne devrait se redresser que lentement. Tant les perturbations des chaînes d'approvisionnement que l'effondrement de la demande ont entraîné des interruptions d'activités dans l'industrie. L'atonie des exportations devrait s'inscrire dans la durée, et la chute de l'investissement encore plus, la forte incertitude amplifiant l'effet de la faiblesse de la demande.

Le gouvernement a mis en œuvre un large éventail de mesures pour soutenir les collectivités locales et les ménages, ainsi que pour protéger les emplois et les entreprises. Le régime de chômage partiel limite la hausse du chômage, qui reste néanmoins rapide. Les reports de paiement d'impôts, les allègements de cotisations de sécurité sociale et les garanties de crédit accordent un répit aux entreprises. Les autorités monétaires et financières renforcent massivement les liquidités et soutiennent le crédit, tout en assouplissant les règles macroprudentielles. Des investissements complémentaires dans les projets verts et le capital humain seront nécessaires pour soutenir l'emploi et garantir une reprise durable. Dans la mesure où la situation des finances publiques est saine, les autorités disposent de marges de manœuvre budgétaires pour soutenir davantage l'économie, si nécessaire.

### Suède



Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 107 ; et service suédois de l'emploi (Arbetsförmedlingen).

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934139955>

## Suède : Demande, production et prix (scénario de deux chocs successifs)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021
	Prix courants milliards de SEK	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2019)				
<b>Suède: scénario de deux chocs successifs</b>						
<b>PIB aux prix du marché</b>	4 406.2	2.8	2.1	1.2	-7.8	0.4
Consommation privée	2 023.7	2.6	1.9	1.2	-6.6	0.5
Consommation publique	1 161.9	0.6	1.1	0.3	2.3	0.7
Formation brute de capital fixe	1 064.8	5.9	1.4	-1.2	-10.9	-3.4
Demande intérieure finale	4 250.4	2.9	1.5	0.4	-5.2	-0.4
Variation des stocks <sup>1</sup>	22.0	0.1	0.3	-0.1	-1.1	-0.1
Demande intérieure totale	4 272.4	3.0	1.8	0.2	-6.3	-0.5
Exportations de biens et services	1 876.2	4.5	4.4	3.3	-10.7	3.0
Importations de biens et services	1 742.4	5.1	4.0	1.2	-7.6	1.1
Exportations nettes <sup>1</sup>	133.8	-0.1	0.3	1.0	-1.7	0.9
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	–	2.1	2.4	2.8	1.9	1.6
Indice des prix à la consommation <sup>2</sup>	–	1.8	2.0	1.8	0.2	0.8
IPC sous-jacent <sup>3</sup>	–	2.0	2.1	1.7	0.0	0.6
Taux de chômage <sup>4</sup> (% de la population active)	–	6.7	6.3	6.8	10.6	11.1
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	–	1.4	0.8	0.5	-8.8	-8.5
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht (% du PIB)	–	40.7	38.8	35.1	42.3	51.9
Balance des opérations courantes (% du PIB)	–	3.1	1.8	3.9	2.3	3.0

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. L'indice des prix à la consommation tient compte des charges au titre des intérêts hypothécaires.

3. Indice de prix à la consommation à taux d'intérêt fixes.

4. Les séries historiques comme les prévisions sont basées sur une définition du chômage couvrant les 15-74 ans, y compris les étudiants à plein temps à la recherche d'un emploi et disponibles pour travailler.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 107.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934138777>

## Des mesures d'endiguement peu contraignantes ont été mises en œuvre

Le premier cas d'infection par le virus COVID-19 a été confirmé en Suède le 31 janvier, et le nombre de personnes contaminées a vivement augmenté à partir de mars. Les mesures d'urgence prises pour augmenter les capacités de soins aigus ont permis aux hôpitaux de faire face aux admissions croissantes de patients. Néanmoins, le nombre quotidien de décès a rapidement augmenté jusqu'à la mi-avril, avant de commencer à diminuer régulièrement. Le nombre de nouvelles infections s'est stabilisé mais demeure relativement élevé, même si cela peut s'expliquer en partie par l'augmentation des activités de dépistage. C'est dans la région de Stockholm que le nombre de morts est le plus élevé et parmi les personnes âgées, en particulier dans les établissements d'accueil médicalisé.

Le gouvernement a adopté des mesures relativement peu contraignantes au cours de la seconde moitié du mois de mars pour endiguer la propagation de la maladie, notamment en interdisant les manifestations de plus de 50 personnes, en restreignant les visites dans les établissements de soins aux personnes âgées et en fermant les établissements d'enseignement du deuxième cycle du secondaire ainsi que les universités. Néanmoins, les établissements scolaires accueillant les enfants plus jeunes ainsi que les magasins et les restaurants ont pu rester ouverts. La distanciation sociale est recommandée de manière générale, ainsi que le travail à domicile dans la mesure du possible. Il est conseillé aux personnes de plus de 70 ans d'éviter les contacts physiques avec autrui. Les déplacements non essentiels à destination de la Suède ont été restreints conformément aux règles adoptées par la Commission européenne le 17 mars.

## Suède : Demande, production et prix (scénario du choc unique)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021
	Prix courants milliards de SEK	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2019)				
<b>Suède: scénario du choc unique</b>						
<b>PIB aux prix du marché</b>	4 406.2	2.8	2.1	1.2	-6.7	1.7
Consommation privée	2 023.7	2.6	1.9	1.2	-5.0	3.9
Consommation publique	1 161.9	0.6	1.1	0.3	2.3	0.5
Formation brute de capital fixe	1 064.8	5.9	1.4	-1.2	-10.5	-2.8
Demande intérieure finale	4 250.4	2.9	1.5	0.4	-4.4	1.3
Variation des stocks <sup>1</sup>	22.0	0.1	0.3	-0.1	-1.1	-0.1
Demande intérieure totale	4 272.4	3.0	1.8	0.2	-5.5	1.2
Exportations de biens et services	1 876.2	4.5	4.4	3.3	-8.6	7.8
Importations de biens et services	1 742.4	5.1	4.0	1.2	-5.9	7.1
Exportations nettes <sup>1</sup>	133.8	-0.1	0.3	1.0	-1.4	0.5
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	2.1	2.4	2.8	1.9	1.6
Indice des prix à la consommation <sup>2</sup>	—	1.8	2.0	1.8	0.3	1.1
IPC sous-jacent <sup>3</sup>	—	2.0	2.1	1.7	0.0	0.8
Taux de chômage <sup>4</sup> (% de la population active)	—	6.7	6.3	6.8	10.0	10.0
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	—	1.4	0.8	0.5	-8.0	-7.0
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht (% du PIB)	—	40.7	38.8	35.1	41.2	49.2
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	3.1	1.8	3.9	2.5	2.8

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. L'indice des prix à la consommation tient compte des charges au titre des intérêts hypothécaires.

3. Indice de prix à la consommation à taux d'intérêt fixes.

4. Les séries historiques comme les prévisions sont basées sur une définition du chômage couvrant les 15-74 ans, y compris les étudiants à plein temps à la recherche d'un emploi et disponibles pour travailler.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 107.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934138796>

## L'activité économique s'effondre

La pandémie affecte la plupart des activités économiques, quoique de manière très contrastée. Les secteurs les plus durement touchés sont les transports, le tourisme, les services d'hébergement, la restauration et les services culturels, dans lesquels les activités des entreprises sont interrompues ou réduites à une fraction de leur niveau d'avant la crise. Les faillites se multiplient, en particulier dans le domaine de l'hôtellerie et de la restauration. Les ventes de biens de première nécessité, notamment de produits alimentaires, sont restées dynamiques, mais celles d'autres biens se sont effondrées, y compris les ventes en ligne. Les commandes à l'exportation ont plongé en avril. L'atonie de la demande mondiale, conjuguée aux perturbations des chaînes de valeur et aux problèmes de sécurité sanitaire, s'est traduite par des fermetures d'usines, en particulier dans le secteur automobile. Le nombre de mises au chômage technique et de licenciements a fortement augmenté.

## Le soutien apporté à l'économie par les pouvoirs publics est massif

Le gouvernement a adopté un large éventail de mesures pour soutenir l'économie. L'assouplissement discrétionnaire de la politique budgétaire représente 4.8 % du PIB. Une fois ajoutées les mesures de renforcement des liquidités, notamment les reports de paiements d'impôts et les garanties publiques, le soutien total apporté par la puissance publique à l'économie pourrait atteindre 16 % du PIB. Ces mesures limitent les répercussions négatives de la crise sur l'emploi et les entreprises, en protégeant les plus vulnérables et en préservant le capital économique et humain en vue d'accélérer la reprise une fois que la crise sera terminée. Le régime plus généreux de chômage partiel mis en place est particulièrement important pour le bien-être des travailleurs et pour préserver les compétences nécessaires à la reprise. Pour ceux qui perdent néanmoins leur emploi, l'assurance chômage a été temporairement renforcée, et les possibilités de formation ont été étoffées. En outre, les allègements temporaires de cotisations patronales de sécurité sociale, la prise en charge temporaire par l'État du coût des indemnités de maladie, et une réorientation des aides destinée à couvrir en partie les coûts fixes des entreprises victimes de fortes pertes de chiffre d'affaires accordent un répit aux entreprises, et des mesures ciblées ont été adoptées en faveur de certains des secteurs les plus durement touchés. Le gouvernement a également revu à la hausse les dotations budgétaires accordées aux communes et aux régions, notamment au titre des emplois verts, ce qui est essentiel pour couvrir les coûts accrus de protection sociale et compenser la diminution des recettes fiscales. La Banque de Suède (*Sveriges Riksbank*) a annoncé un programme d'octroi de crédits aux entreprises par l'intermédiaire des banques (représentant jusqu'à 10 % du PIB environ), de nouveaux achats d'actifs (jusqu'à 6 % du PIB approximativement) et d'autres mesures de renforcement des liquidités. L'Autorité de surveillance financière a ramené à zéro le volant de fonds propres contracyclique et suspendu l'obligation d'amortissement des emprunts hypothécaires.

## La reprise sera lente et une résurgence de la pandémie la retarderait encore davantage

L'activité économique devrait se redresser à partir du début de l'été, mais lentement, les ménages font preuve de prudence et le pouvoir d'achat étant entamé par la baisse des revenus, due au recul de l'activité et à l'ampleur du chômage, et par la diminution des patrimoines, compte tenu de la baisse des cours des actions et des prix des logements. Le soutien des pouvoirs publics abrite en partie les ménages des retombées de la crise, mais il faudra du temps pour qu'il se traduise en augmentation des dépenses, même si son ciblage sur les ménages à faibles revenus y contribuera. Réorganiser la production industrielle prend aussi du temps, et la faiblesse de la demande mondiale ainsi que la forte incertitude pèseront sur l'investissement. Le déficit de demande sera forcément plus important que la réduction des capacités du côté de l'offre, ce qui va tirer l'inflation vers le bas. Compte tenu de la lenteur de la reprise, le chômage ne refluera que très lentement. Le scénario de deux chocs successifs implique à la fois un nouveau coup porté à l'économie à court terme et des conséquences plus graves à long terme, la multiplication des faillites se poursuivant, l'allongement des périodes de chômage érodant le capital humain, et l'incertitude exacerbée retardant encore plus les investissements.

## Des mesures complémentaires pourraient s'avérer nécessaires pour soutenir l'économie

Le gouvernement a pris des mesures temporaires adéquates pour soutenir l'économie et atténuer les difficultés. Suivant le rythme de la reprise, une prolongation de ces mesures pourrait être nécessaire. Par ailleurs, il faudra peut-être transformer une partie des reports de paiement d'impôts en allègements fiscaux. Même si certaines dispositions ont déjà été prises pour renforcer les politiques actives du marché du travail, des mesures supplémentaires de formation et d'aide à la recherche d'emploi pourraient être

nécessaires. Il faudra peut-être aussi prendre des mesures complémentaires de relance budgétaire et monétaire pour stimuler la demande au cours de la phase de reprise. Compte tenu de la faiblesse de la dette publique, les autorités disposent de marges de manœuvre budgétaires, malgré l'augmentation déjà considérable des dépenses publiques. Des aides supplémentaires pourraient être ciblées sur les secteurs durablement affectés par la crise ou en transition vers une production plus verte.



Extrait de :  
**OECD Economic Outlook, Volume 2020 Issue 1**

Accéder à cette publication :  
<https://doi.org/10.1787/0d1d1e2e-en>

**Merci de citer ce chapitre comme suit :**

OCDE (2020), « Suède », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2020 Issue 1*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/8135bafb-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :  
<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.